

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara
CS 70248
Cedex 03
13331 Marseille

Marseille , le 21/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lyondell Basell Services France SAS

Chemin départemental 54
BP 14
13131 BERRE L ETANG

Références : D-0427-MRT-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2022 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Chemin départemental 54 BP 14 13131 BERRE L ETANG . L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le Pôle Pétrochimique de Berre dispose d'une prise d'eau connectée à l'ASA de Gordes sur l'Arc aval. Ce prélèvement conditionnerait les besoins en eau de l'ASA et une partie de la pression exercée sur l'Arc en période d'étiage. L'objectif de la visite d'inspection du 16/03/2022 est de comprendre le fonctionnement des prélèvements en eau du Pôle Pétrochimique de Berre en particulier sur l'Arc, les actions mises en place pour restreindre les restrictions d'usages prévues par l'arrêté cadre régional reprises dans l'arrêté départemental de gestion de la sécheresse ainsi que les mesures de réduction des prélèvements envisagées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS
- Chemin départemental 54 BP 14 13131 BERRE L ETANG
- Code AIOT dans GUN : 0006410871
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell PolyOlefine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),
- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Ressources et volumes prélevés
- Différents usages de l'eau dans l'établissement, usages prioritaires
- Suivi des prélèvements
- Déclaration des prélèvements dans GERP
- Gestion des prélèvements en période de sécheresse
- Évolution des consommations en eau au cours des dernières années
- Initiatives de réduction des prélèvements, pistes de progrès

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Sécheresse – respect des restrictions	arrêté cadre n°2019-127 approuvant le plan d'action secheresse du département des Bouches-du-Rhône, article 6.2.2. du plan d'action approuvé	/	Sans objet
Sécheresse – bilan des mesures mises en place	arrêté cadre n°2019-127 approuvant le plan d'action secheresse du département des Bouches-du-Rhône, article 6.2.2. du plan d'action approuvé	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 4.1.1	/	Sans objet
Suivi des prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
Déclaration des prélèvements	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.1.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Sécheresse - origine de l'eau	arrêté cadre n°2019-127 approuvant le plan d'action secheresse du département des Bouches-du-Rhône, article 2.1 et 6.2.2. du plan d'action approuvé	/	Sans objet
Sécheresse - usages prioritaires	arrêté cadre n°2019-127 approuvant le plan d'action secheresse du département des Bouches-du-Rhône, article 6.2.2.1 du plan d'action approuvé	/	Sans objet
Sécheresse – prélèvements exemptés des restrictions d'usage	arrêté cadre n°2019-127 approuvant le plan d'action secheresse du département des Bouches-du-Rhône, article 6.2.2.3 du plan d'action approuvé	/	Sans objet
Sécheresse – information	arrêté cadre n°2019-127 approuvant le plan d'action secheresse du département des Bouches-du-Rhône, article 6.2.2. du plan d'action approuvé	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de la visite d'inspection du 16/03/2022, l'inspection demande notamment à l'exploitant de :

- formaliser dans une procédure opérationnelle les actions à engager en cas de franchissement de chaque stade (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise) ;
- intensifier ses efforts des réductions de prélèvement sur cette ressource, locale ou "maîtrisée" en agissant à la fois sur l'optimisation de l'utilisation d'eau dans le fonctionnement des installations, la sobriété des usages ainsi que sur l'étude des solutions de recyclage d'eau ;
- formaliser un bilan des mesures mises en place, des économies d'eau réalisées -en période de sécheresse et hors période de sécheresse -et des actions en cours et à venir dans le domaine de réduction des prélèvement d'eau, en particulier les actions de substitution de l'eau de l'Arc.

Il est demandé à l'exploitation de fournir son droit d'eau (acte notarial) sur l'Arc à la police de l'eau. Il est proposé à l'exploitant de présenter sa gestion de ses ressources en eau au comité ressource en eau du département.

Il est demandé à l'exploitant d'apporter des éléments de réponse aux observations formulées dans le cadre de cette visite sous un délai de 15 jours. A défaut, l'exploitant justifiera les délais de réponse proposés. D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2013, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Eau de surface (rivière, lac, etc) - Arc FRDR129 - 11 millions m3/an (droit d'eau lié à un acte notarial entre l'ASA et l'exploitant) Réseau Public Durance (via SCP) - FRDR246B - 12 millions m3/an Eau potable (via SEM) - 400 000 m3/an
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté l'évaluation de la consommation d'eau pour l'ensemble du Pôle Pétrochimique de Berre en 2020 et en 2021. Les valeurs sont : En 2020 : - Arc : 679 558 m3 - Réseau Public Durance : 10 492 777 m3 - Eau potable : 372 031 m3 En 2021 : - Arc : 624 032 m3 - Réseau Public Durance : 10 289 021 m3 - Eau potable : 380 777 m3 Il est à noter que ces quantités incluent les prélèvements d'eau liés à la lutte contre un incendie et aux exercices de secours. Les quantités autorisées dans l'APC du 21/08/2013 sont respectées. L'évolution de la consommation d'eau est stable sur les 5 dernières années. Il est à noter que les grands arrêts n'ont pas d'impact sur la consommation annuelle (période d'arrêt court, consommations spécifiques liées aux opérations de nettoyages et de remplissages des équipements,...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des prélèvements
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site effectue un relevé quotidien de sa consommation en eau au travers des moyens suivants : <ul style="list-style-type: none">• l'eau de la Durance est fournie par SCP (Société du Canal de Provence) par un raccordement au réseau qui dispose de compteurs dédiés.• l'eau de l'Arc est alimentée par le canal de Gordes puis décantée dans des bassins avant d'être pompée vers le réseau de distribution interne alimentant l'UCB Nord et l'UCB Sud. Le PPB dispose d'un droit d'eau contractuel théorique auprès de l'ASA de Gordes de 349 l/s. Toutefois, la quantité réelle actuellement admise sur le site est de 120 l/s réglée par un jeu de martellières qui se trouve à l'arrivée du canal de Gordes sur le site. Seule la quantité nécessaire au maintien du niveau des bassins de décantations (à niveau constant) est réellement consommée (environ 60l/s à 80l/s en moyenne). Un débitmètre installé au refoulement des pompes entre les bassins de décantation et le réseau de distribution du site permet de connaître la quantité d'eau réellement consommée.• l'eau potable est acheminée par un raccordement du réseau de la SEM (Société des Eaux de Marseille) au niveau de la Raffinerie qui la distribue ensuite sur l'UCA, l'UCB via un réseau dédié et maillé. Ce réseau dispose de compteurs dédiés. La consommation d'eau par chaque unité au sein du Pôle Pétrochimique de Berre est relevée soit par les débitmètres installés au niveau à l'entrée du réseau de distribution, soit déterminée de manière forfaitaire. Le suivi de la consommation globale et celle pour chaque unité est formalisé sur un tableur. Une extraction des données à partir de ce fichier est possible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déclaration des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des prélèvements
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ;
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté la méthodologie de calcul de la quantité d'eau prélevée pour les quatre établissements (BPO, CPB, LBSF Utilités et LBSF Port de la Point) du Pôle Pétrochimique de Berre. La quantité d'eau déclarée dans l'outil GEREPE correspond à la répartition de la consommation par chaque établissement de l'eau de la Durance fournie par SCP et l'eau de l'Arc. La consommation de l'eau potable utilisée pour les usages domestiques et sanitaires est mentionnée dans les commentaires pour information.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécheresse - origine de l'eau

Référence réglementaire : arrêté cadre n°2019-127 approuvant le plan d'action secheresse du département des Bouches-du-Rhône, article 2.1 et 6.2.2. du plan d'action approuvé
Thème(s) : Risques chroniques, Ressources maîtrisées
Prescription contrôlée : Le champ d'application du présent arrêté-cadre et son plan d'action concerne les prélèvements s'effectuant sur une ressource dite « naturelle » (y compris les réserves en lien direct avec le réseau hydrographique) et sur les ressources dites « maîtrisées ». Son périmètre d'application est département des Bouches-du-Rhône
Constats : Le terme « ressource maîtrisée » désigne les ressources issues des retenues de grande capacité de stockage, intégrées dans les aménagements structurant Durance/Verdon/St-Cassien. On peut citer le canal EDF, les canaux de la SCP, le canal de Marseille, ... Au niveau du Pôle Pétrochimique de Berre, l'eau Brute fournie par SCP provenant de la Durance est une ressource maîtrisée. Elle est soumise à des mesures de restrictions adaptées ou, en cas d'un arrêté d'autorisation ayant un volet sécheresse, non soumise aux restrictions. Néanmoins, les utilités UCB qui génèrent l'approvisionnement du site ont mis en application une procédure de délestage permettant de réduire de façon temporaire les consommations en eau en cas de situation de crise. Cette procédure de délestage a été présentée à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécheresse - usages prioritaires

Référence réglementaire : arrêté cadre n°2019-127 approuvant le plan d'action secheresse du département des Bouches-du-Rhône, article 6.2.2.1 du plan d'action approuvé
Thème(s) : Risques chroniques, Usages prioritaires
Prescription contrôlée : Les usages prioritaires de l'eau ne sont pas concernés par le présent arrêté.
Constats : Le terme « usages prioritaires » désigne les usages liés à la santé (dispositifs d'abattage des poussières en carrières, etc), la salubrité (opérations de nettoyage dont le report est impossible par exemple), la sécurité civile (eaux d'extinction des incendies, etc) et à l'alimentation en eau potable des sites (y compris l'abreuvement des animaux). Parmi les prélèvements du Pôle Pétrochimique de Berre, les prélèvements destinés à des « usages prioritaires » sont : Une partie de l'eau Industrielle provenant de l'Arc est utilisée : <ul style="list-style-type: none">• comme appoint principal du bac d'eau Incendie de l'UCB Nord,• pour la réfrigération des échantillonneurs automatiques,... Eau Incendie : <ul style="list-style-type: none">• Réseau UCB Sud et l'UCA : alimenté par l'eau de l'étang de Vaïne par pompage• Réseau UCB Nord : alimenté par l'eau de l'Arc par captage dans le canal de Gorde Eau Potable acheminée par un raccordement du réseau de la SEM (Société des Eaux de Marseille) et utilisée pour les usages domestiques et sanitaires et pour alimenter les douches sécurité des unités. Ces prélèvements ne sont pas concernés par les prescriptions sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécheresse – prélèvements exemptés des restrictions d'usage

Référence réglementaire : arrêté cadre n°2019-127 approuvant le plan d'action secheresse du département des Bouches-du-Rhône, article 6.2.2.3 du plan d'action approuvé
Thème(s) : Risques chroniques, Cas particulier des prélèvements exemptés des restrictions d'usages
Prescription contrôlée : Les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc) ne sont pas soumis aux réductions de prélèvement ci-dessus. Ils veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau (ordonnancement de la production, ...). Les établissements ICPE « gros consommateurs d'eau » tiennent à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application. NB : Les établissements « gros consommateurs d'eau » sont les sites ICPE soumis à enregistrement ou à autorisation prélevant au total, hors eau de mer et ressources maîtrisées (eaux de surface, eaux souterraines et eau du réseau d'adduction) plus de 50 000 m3 d'eau par an.
Constats : En réponse à l'APC n° 2008201 du 10 juillet 2008, l'exploitant a transmis une étude sur la maîtrise des prélèvements d'eau et des rejets aqueux du PPB. Il s'agit d'un diagnostic permettant d'identifier les actions de réduction pérennes ou temporaires en cas de conditions climatiques critiques. Selon cette étude, les eaux indispensables aux procédés industriels (85 à 90 % de la consommation totale) sont : <ul style="list-style-type: none">• eaux d'appoints sur les tours de réfrigération des différents établissements (compenser les pertes dues à l'évaporation et aux purges automatiques des circuits de réfrigération permettant de maintenir la qualité des eaux recirculées),• eaux utilisées pour la fabrication de la vapeur liée aux besoins des unités de production/ Les consommations en eaux sur ces deux domaines ne peuvent pas être réduites sans impacter directement le fonctionnement des installations industrielles (réduction de capacité, arrêt d'unité,...). Les eaux nécessaires au process industriel avec réduction possible (10 à 15 % de la consommation totale) sont les utilisations de types flexibles d'eau en unité (brumisation, pulvérisation,...) qui peuvent être suspendues. Les pertes importantes dans les circuits de prélèvements ou de distribution peuvent être détectées par la surveillance des réseaux et au travers des bilans de consommation. Toute fuite identifiée fait l'objet de réparation ou de changement du tronçon défectueux si nécessaire. Toutefois, cette détection n'est pas possible pour les petites fuites compte tenu du fait que le réseau est essentiellement enterré.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécheresse – respect des restrictions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2019, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Opérations exceptionnelles
Prescription contrôlée : Les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées ou consommatrices d'eau sont reportées (exercices incendies, opérations de nettoyage à grande eau) sauf impératif lié à la salubrité ou à la sécurité publique. Les usages non industriels, non artisanaux ou non commerciaux de l'eau (arrosage des pelouses, lavage véhicules, lavage voiries/surfaces ...) sont soumis aux limitations prescrites par l'article 4. NB : Les établissements « gros consommateurs d'eau » sont les sites ICPE soumis à enregistrement ou à autorisation prélevant au total, hors eau de mer et ressources maîtrisées (eaux de surface, eaux souterraines et eau du réseau d'adduction) plus de 50 000 m3 d'eau par an. Stade de Vigilance : Ce premier stade a pour objectif d'informer et de sensibiliser les usagers sur la situation hydrologique du département et des problèmes qui en découlent. Il comprend donc : [...] l'anticipation sur les éventuelles restrictions ;[...] si la réglementation en vigueur prévoit un système de comptage, les relevés des compteurs sont effectués mensuellement Stade d'Alerte : A partir de ce stade et pour les stades suivants, si la réglementation en vigueur prévoit un système de comptage, les relevés des compteurs sont effectués à fréquence bimensuelle. Est appliquée une réduction des prélèvements d'eau de 20 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période de sécheresse. Stade d'Alerte Renforcée : Est appliquée une réduction des prélèvements d'eau de 40 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période de sécheresse. Stade de Crise : L'arrêt des prélèvements peut être décidé par le préfet de département selon les modalités du Plan d'Action Sécheresse départemental en vigueur
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les actions menées à la suite de l'information d'une alerte : - information par le Service Environnement aux responsables des unités qu'un nouveau seuil de sécheresse est franchi et demande de mettre en place des mesures de limitation des usages, - le responsable de chaque unité informe le Service Environnement des actions prises (ex : limitation de l'arrosage des espaces verts et des lavages, report des exercices dans la mesure du possible,...). L'inspection constate que ces mesures ne sont pas formalisées au travers d'une procédure. Pour ce qui concerne le prélèvement sur l'Arc, il est à noter que le Pôle Pétrochimique est déjà soumis à des restrictions durant ces périodes de sècheresse. La réduction voire la fermeture du prélèvement sur le canal de Gordes a déjà eu lieu afin de préserver et gérer au mieux la ressource en eau dans les périodes de crise. La compensation par l'eau provenant de la Durance est techniquement possible mais cela entrainerait des couts importants (tarifs pénalisants appliqués pendant les périodes de sécheresse). L'exploitant indique également que malgré ce droit d'eau contractuel à 349l/s en accord avec l'ASA de Gordes, le réglage des martellières ne permet d'admettre aujourd'hui pour admettre que 120l/s sur le site. Ce débit correspond à l'appoint nécessaire de sécurité pour faire face à une consommation d'eau incendie en cas de sinistre sur le Pôle Pétrochimique.
Observations : L'exploitant formalisera dans une procédure opérationnelle les actions à engager en cas de franchissement de chaque stade (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise). La suffisance des actions prévue au regard d'une réduction des prélèvements de -20% de la

consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période de sécheresse au stade d'alerte et -40% au stade alerte renforcée devra être justifiée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécheresse – information

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2019, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Alerte, information, sensibilisation
Prescription contrôlée : Le personnel est informé et sensibilisé chaque fois qu'un nouveau seuil de sécheresse est franchi et la situation de sécheresse est rappelée par voie d'affichage sur le site.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les modalités de transmission de l'information relative à l'atteinte d'un nouveau seuil de sécheresse. L'inspection a rappelé l'importance de consulter régulièrement le site Propluvia pendant les périodes de sécheresse afin de connaître l'évolution des stades d'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécheresse – bilan des mesures mises en place

Référence réglementaire : arrêté cadre n°2019-127 approuvant le plan d'action secheresse du département des Bouches-du-Rhône, article 6.2.2. du plan d'action approuvé
Thème(s) : Risques chroniques, Gros consommateurs d'eau
Prescription contrôlée : Les établissements ICPE « gros consommateurs d'eau » réalisent, chaque mois, un bilan des mesures mises en place et des économies d'eau réalisées en application du présent arrêté-cadre. Ceux-ci sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Le suivi détaillé de la consommation d'eau au niveau du Pôle Pétrochimique, au niveau de chaque établissement (BPO, CPB, LBSF Utilités et LBSF Port de la Point) ainsi qu'au niveau de chaque unité est formalisé dans un tableau Excel. L'exploitant indique que l'eau industrielle est le secteur qui présente le potentiel le plus important en termes d'économie. La mise en place des mesures de débit au niveau des unités a permis de connaître la répartition de la consommation des installations du Pôle Pétrochimique. Toutefois, un travail d'identification des principaux postes de consommation et des besoins reste à mener afin de mieux cibler les actions de réductions possibles. L'exploitant indique également que les études des solutions de recyclages d'eau notamment les rejets de la station de traitement biologique ou encore des purges de l'unité de réfrigération ont été menées. Toutefois, les techniques disponibles et les investissements importants nécessaires n'ont pas permis de conclure positivement sur la faisabilité de ces projets.
Observations : Compte tenu des restrictions importantes d'usage pendant les périodes de sécheresse déjà constatées sur l'Arc, l'inspection demande à l'exploitant à intensifier ses efforts des réductions de prélèvement sur cette ressource en agissant à la fois sur l'optimisation de l'utilisation d'eau dans le fonctionnement des installations, la sobriété des usages ainsi que sur l'étude des solutions de recyclage d'eau. Les études déjà menées pourraient être mises à jour au regard des dernières techniques disponibles ainsi que des scénarios pessimistes de diminution des ressources en eau (y compris sur celle de la Durance distribuée par la SCP) induite par le changement climatique rapide constaté depuis plusieurs dizaines d'années à l'échelle planétaire et à l'échelle nationale. L'inspection demande à l'exploitant de formaliser un bilan des mesures mises en place, des économies d'eau réalisées et des actions en cours et à venir dans le domaine de réduction des prélèvement d'eau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet